

besoin changer de dirigeants. Le marxisme serait-il devenu putchisme chez l'indigent théoricien L. Brejnev ?

En tout cas, pour Nasser il s'agit d'employer prudemment ses atouts pour démontrer à Nixon qu'il reste encore le seul interlocuteur arabe.

Nasser, fort du soutien inconditionnel de l'U.R.S.S., n'en cherche pas moins à acquérir une position de force lui permettant de réaliser ses objectifs :

1) Par les accords économiques, les commissions politiques au niveau le plus élevé qui se succèdent entre les trois régimes lybien, soudanais et égyptien, il s'engage dans la voie d'une nouvelle R.A.U.

2) Par le renouement des liens avec le Baas syrien en déconfiture depuis 1967.

3) Par le développement des relations avec l'autre Baas irakien.

4) Par ses relations historiques avec le Chéhabisme, principal candidat aux élections de juillet-août 1970, au Liban.

5) Par l'inauguration d'un nouveau type de relations avec la Résistance Palestinienne.

La réalisation de ces différents points tendra vers le renforcement — contrôle politique et militaire — du front oriental ; ceci dans la perspective de s'imposer à l'ensemble des masses arabes comme une alternative face aux « prétentions » de la Résistance Palestinienne de se présenter comme l'avant-garde politique et militaire des peuples de la Nation arabe.

#### RELEVER LE DÉFI

C'est sur cette toile de fond que l'on pourrait tirer la ou les significations réelles des événements récents de Jordanie.

Quatre mois seulement se sont écoulés, depuis la dernière tentative du pouvoir royal d'étouffer la Résistance Palestinienne : quatre mois de préparatifs de coordination entre les deux principaux pouvoirs arabes engagés dans une lutte sans merci contre la Résistance Palestinienne (Liban et Jordanie).

Hussein et autres chérif Nasser Benjemil (oncle du roi), le prince Reda (frère du roi) et le général Saïd Ben Chaker (cousin du roi) — décidément, c'est la même famille ! — préparaient depuis début mars ce nouveau coup de force.

Ainsi, dès le 2 mars 1970, Hussein va chercher, auprès de la Résistance Palestinienne, une caution nécessaire (!) à son éventuel remaniement ministériel. Deux émissaires, en contact avec le palais royal depuis près de dix-huit mois, vont tenter de convaincre les officiels de la Résistance Palestinienne de se prononcer favorablement sur un tel remaniement<sup>4</sup>.

3. Selon le ministre des Affaires étrangères jordanien Al-Rifai, connu pour son pro-occidentalisme, les deux émissaires en question Dajani et Khalidi, sont des agents de l'impérialisme américain !

De fait, un remaniement ministériel a eu lieu le 19 avril, mais, précisons tout de suite que, malgré l'opération-charme, la réponse de la Résistance Palestinienne fut un non catégorique.

Pendant ce temps, des « milices spéciales » étaient constituées et se présentaient à la population comme des fedayins. Pour créer la confusion, ces « milices » étaient habillées en tenue léopard : celle même que certains vrais fedayins portent habituellement.

Au même moment des officiers de l'armée, connus pour leur sympathie envers la Résistance Palestinienne et pour avoir fraternisé avec les guérilleros lors des « crises » précédentes, furent pour la plupart, limogés ou mutés au front.

Dès le début mars 1970, soit quinze jours après l'échec retentissant que la monarchie et ses sbires ont essuyé le 12-13 février, le petit roi, son frère (le prince Reda), son oncle Ben Jemil et consorts s'affichaient publiquement et officiellement avec les chefs, les sous-chefs des tribus du Sud de la Jordanie (bastion de la féodalité). Par des discours enflammés, des déclarations agressives et menaçantes, les armes à la main, ces forces de la contre-révolution jouaient dès ce moment leurs cartes<sup>4</sup>.

Pour la Résistance Palestinienne et l'avant-garde arabe, tout indiquait que le prochain round serait plus dur, et demanderait aux forces contre-révolutionnaires moins de temps que par le passé.

La tentative du pouvoir jordanien de se faire cautionner par la Résistance Palestinienne, pour son remaniement ministériel, était bel et bien un coup d'alarme. Car, en réponse à la juste revendication de la Résistance Palestinienne et du peuple jordanien : que le roi démette de leurs fonctions le commandant des forces armées royales Chérif Ben Jemil et Rassoul Al-Keylani, l'ancien ministre de l'Intérieur, les services de renseignement américains ont mis au point un plan d'intervention mettant en branle tout l'arsenal répressif, en vue de liquider, du moins les « athées rouges » sinon la Résistance Palestinienne.

De façon plus précise qu'au cours de la dernière crise de février 1970, l'objectif principal du pouvoir était à moyen terme de liquider la « partie rouge » de la Résistance Palestinienne, et de neutraliser l'autre partie, jugée modérée et responsable (!!) par la presse bourgeoise internationale et par les régimes pseudo-progressistes.

Lors des événements de février 1970, on n'avait vu ni blindés à Amman, ni encerclement du siège du C.L.A.P. et des camps de réfugiés. Cette fois-ci par contre, des blindés prirent position à des endroits stratégiques de la ville, prirent part à l'encerclement du siège du C.L.A.P. à Djebel Hussein, et bombardèrent des camps de réfugiés au même Djebel Hussein.

Les principales batailles de février s'étaient déroulées au camp d'El Wandath (cf. Rouge n° 54, 2-3-1970). Mais cette fois l'affrontement principal a eu lieu à Djebel Hussein où toutes les organisations palestiniennes ont leurs bureaux centraux, et où se trouvent le C.L.A.P., l'O.L.P., le C.U.R.P.<sup>5</sup>.

4. Tous les journaux arabes du Moyen-Orient de l'époque en ont parlé, des photos représentant les comploteurs ont illustré les commentaires de ces journaux.

5. C.L.A.P. : Commandement de la lutte armée palestinienne  
O.L.P. : Organisation de libération de la Palestine,  
C.U.R.P. : Commandement unifié de la résistance palestinienne.